

En Bolivie, la junte militaire, qui s'est hissée au pouvoir après la révolte populaire ayant abouti, en 1963, à la chute du régime Paz Estenssoro, se voit contrainte de jeter son masque centriste et « démocratique », pour s'engager dans la voie de la répression armée contre les ouvriers, et la soumission ouverte à l'impérialisme américain.

L'expulsion de Juan Lechin, dirigeant des syndicats de mineurs (sous prétexte d'un « complot communiste international », accusation appuyée par la publication d'une correspondance avec le dirigeant du P.C.I., Luigi Longo, visiblement fabriquée par la C.I.A. américaine) provoqua, le 16 mai, la grève générale. Les mineurs et les milices armées des syndicats occupèrent les centres miniers. Le 24 mai, la junte engagea des opérations militaires, allant jusqu'à des bombardements aériens, pour tenter de reprendre les mines.

Le 25 mai, une trêve était conclue, qui devait aboutir, le 29, au retrait des troupes de la zone minière, cependant que la grève générale cessait le 26. Le sens de cette trêve n'est pas encore clair en l'état actuel des informations dont on dispose. Il est certain, en tout cas, que la junte n'a pu renoncer à se saisir des mines pour préparer leur dénationalisation, exigée par l'impérialisme américain, et détruire les bastions de la classe ouvrière.

Dès le 1^{er} mai, le P.O.R., section bolivienne de la IV^e Internationale avait, dans son message aux ouvriers et paysans, prévu l'attaque de la junte contre les mineurs et l'ensemble de la classe ouvrière.

Nous publions ci-après un article paru également dans le numéro du 1^{er} mai de « Lucha Obrera », organe du P.O.R., montrant qu'il n'y a pas d'autre alternative que la dictature fasciste des généraux ou un gouvernement des ouvriers et des paysans.

✱

La junte militaire a déclaré que sa politique était de centre-gauche, et a appelé à la formation d'un front des partis politiques de centre-gauche, qui soutiendrait la candidature du général Barrientos aux élections présidentielles.

Cet appel a mobilisé tous les opportunistes, qui s'empressent de s'intituler par ailleurs « centristes de gauche ». Depuis le P.I.R. (« Parti de la gauche révolutionnaire ») ressuscité jusqu'à l'« Union républicaine » des patrons de mines et de M. Hertzog, en passant par le « Parti de la gestion des entreprises », dirigé par Crespo, tous se prétendent centristes de gauche, cherchant par ce moyen à se rac-

L'épreuve de force en Bolivie

crocher aux généraux, et à gagner avec eux le « Palacio del Gobierno » aux prochaines élections.

Cela montre clairement que la junte militaire aussi bien que les partis réactionnaires s'intitulent « centristes de gauche » dans le but de tromper et d'égaler le peuple. Conscients de leur impopularité, les partis de droite se cachent sous un masque qui puisse paraître attrayant, et leur permette de faire passer en contrebande leur marchandise politique.

Mais, outre la présence de ces partis, son contenu politique dénonce comme une duperie ce prétendu « centre gauche ». Dans le discours où il a adopté cette position, le général Barrientos a énoncé un programme de droite, anticommuniste et anti-ouvrier, au service de l'impérialisme.

Dès le départ, l'étiquette de « centre gauche » apparaît ainsi comme l'expression de la contre-révolution, malgré les efforts de certains des opportunistes pour la rendre plus présentable à l'aide d'adjectifs progressistes.

Il est dès lors clair que la pire réaction et les pires groupes opportunistes se sont baptisés eux-mêmes centristes de gauche. Mais, même s'il en était autrement, la prétendue position de centre gauche ne pourrait être qu'un retour à la révolution démocratique bourgeoise ou nationale, dont le M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) au pouvoir a épuisé les possibilités.

Après l'expérience du M.N.R. en Bolivie, du péronisme en Argentine et celle, récente, de Belaunde au Pérou, on ne peut plus parler de révolution démocratique bourgeoise. La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie ont prouvé leur incapacité absolue à mettre en œuvre un programme de développement du pays et d'élévation du niveau de vie des masses. Le M.N.R. avait commencé par se placer sur une position de centre-gauche entre la vieille « Rosca » (les propriétaires de mines) et les tendances marxistes. Il se proclamait même anti-impérialiste. Mais il a fini par se prosterner aux pieds du maître yankee, et par rétablir les relations avec les hommes de la vieille « Rosca ».

Le soi-disant centre-gauche, avec ou sans Barrientos, ne serait que la continuation du M.N.R., de ses plans et de ses méthodes. Les ouvriers ne peuvent se laisser une fois de plus prendre à ce mirage, qui a été dénoncé et rejeté par les événements historiques.

En Bolivie, on doit le répéter, il n'y a pas de place pour les positions intermédiaires. La lutte se définira par rapport aux pôles extrêmes de la politique nationale, la contre-révolution fasciste ou la révolution prolétarienne. Aucun groupe ou tendance cherchant une voie intermédiaire n'acquiescera de force politique ; il sera, au contraire, rapidement liquidé.

Toute tendance centriste ne fait en

pratique, à l'heure actuelle, que semer la confusion et renforcer les positions de la droite.

Les ouvriers et leur avant-garde ont le devoir absolu de combattre énergiquement les positions de centre-gauche, car elles sont un obstacle à la lutte de la classe ouvrière pour s'assurer la direction du processus politique. Les centristes tentent d'empêcher le prolétariat d'assumer le rôle de dirigeant de la nation et d'orienter la révolution vers le socialisme.

Face à la radicalisation de la classe ouvrière et à sa politisation constante, l'impérialisme et l'extrême-droite misent sur le centre-gauche justement pour détourner son attention des problèmes principaux et neutraliser ses forces. Mais, nous ne devons pas nous borner à combattre cette déviation bourgeoise, répandue parmi les ouvriers par le P.R.I.N. (Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste) et par le P.C.B. (Parti communiste bolivien) ; nous devons lutter pour assurer son rôle dirigeant à la classe ouvrière, en formulant sans hésiter le mot d'ordre d'un gouvernement ouvrier et paysan comme la seule alternative possible dans la situation présente.

Après la conclusion de la trêve

La trêve conclue en Bolivie entre les étudiants et la junte militaire, après plusieurs jours de guerre civile, consacre une victoire militaire partielle de la junte.

Cette victoire partielle s'explique elle-même par l'organisation et la préparation insuffisantes des ouvriers, et par la supériorité en matériel de l'armée sur les milices ouvrières. Cette disproportion de moyens n'a cependant pas empêché les milices ouvrières de battre l'armée à Atocha, sur la frontière argentine, faisant 70 prisonniers.

La situation, après la trêve, est caractérisée par la répression anti-ouvrière et l'hystérie anticommuniste ; censure de fait sur la presse et la radio, arrestations massives, menace de fusiller un dirigeant du PCB et un dirigeant du POR, sous l'accusation mensongère d'avoir fait fusiller des soldats, proclamation des mines zone militaire, baisse des salaires et licenciements.

Cependant, la classe ouvrière n'est pas écrasée : le gouvernement militaire a

gagné une bataille, mais il n'a pas gagné la guerre.

Une partie des ouvriers armés, ayant échappé à l'infanterie et aux unités motorisées, s'est retirée des centres miniers dans la montagne. La guérilla larvée et le sabotage s'installent dans les villes.

Des assemblées générales d'ouvriers soutiennent les dirigeants syndicaux auxquels le gouvernement a donné l'ordre de démissionner.

Bien que les mines soient, sur le papier, placées sous commandement militaire, l'armée devra se battre pour y pénétrer.

Des contradictions se manifestent au sein de l'armée : Ovando qui a conclu la trêve avec les étudiants (et s'est heurté à la résistance des généraux quant à la clause prévoyant que l'armée n'entrerait pas dans les principaux centres miniers), est devenu co-président de la junte, à égalité avec Barrientos.

Plus que jamais il est clair qu'entre la dictature fasciste et le pouvoir des ouvriers et des paysans, il n'y a pas de troisième voie possible.

Une déclaration de rupture de Michel Pablo avec la Quatrième Internationale

A la suite d'une « déclaration » parue dans *Sous le Drapeau du Socialisme*, le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale a adopté

DANS le numéro de mai de *Sous le Drapeau du Socialisme*, la fraction dirigée par M. Pablo publie une note affirmant ses divergences avec la majorité de la Quatrième Internationale et sa décision de « ne jamais » admettre de « se confondre » avec la position de la majorité. Ce groupe a choisi ce moyen d'informer le mouvement trotskyste qu'il refuse de s'incliner devant les décisions de la majorité du prochain Congrès mondial de la Quatrième Internationale, dont la préparation est en cours depuis plusieurs mois. Le document équivaut donc à une annonce publique de la rupture vers laquelle Pablo s'orientait au cours des dix-huit derniers mois.

Pour justifier sa grave décision, Pablo met en avant l'argumentation suivante. Une crise « idéologique » déchire tout le mouvement communiste international par suite d'une ossification de la théorie. De même que le mouvement stalinien, le mouvement trotskyste est affecté par un retard excessif de la théorie sur la réalité. De même que le mouvement stalinien, à cause de ce retard, le mouvement trotskyste s'est divisé en tendances idéologiques. De même qu'il serait erroné d'identifier le stalinisme avec une seule tendance, de même il est erroné d'identifier le trotskysme avec une seule tendance. C'est pourquoi le groupe Pablo, en dépit de ses forces réduites et de son incapacité à convaincre la majorité du mouvement trotskyste de la justesse de ses

un texte dont nous donnons ci-après des extraits et qui sera publié intégralement dans le prochain numéro de *Quatrième Internationale*.

points de vue dans une libre discussion intérieure, aurait toutefois droit d'apparaître au monde comme un groupe autonome et en même temps de parler au nom de la Quatrième Internationale.

Représenter le mouvement trotskyste comme n'étant pas fondamentalement différent du stalinisme en ce qui concerne la source des difficultés dans le domaine de la théorie ne signifie rien d'autre que jeter par dessus bord l'héritage théorique fondamental du trotskysme et lui substituer des conceptions étrangères qui sont loin d'être nouvelles. L'idéologie du stalinisme émane de la caste bureaucratique parasitaire en Union soviétique. Son but principal n'est pas de refléter la réalité ou de servir à transformer la réalité. L'idéologie du stalinisme est une apologétique dont l'objectif principal est de camoufler, dissimuler la bureaucratie et d'en défendre les intérêts particuliers. Les crises qui se produisent dans l'idéologie stalinienne sont symptomatiques des contradictions économiques, sociales et politiques auxquelles cette caste conservatrice a à faire face sous les pressions de la révolution mondiale montante et des revendications prolétariennes à l'intérieur d'une part, et celles de l'impérialisme contre-révolutionnaire d'autre part.

Nous ne dénonçons pas à Pablo le droit démocratique de se proclamer une tendance autonome parmi toutes les autres dans le mouvement ouvrier, mais il est

frauduleux de le faire sous le nom de la Quatrième Internationale et nous nous sommes déjà élevés contre cette tromperie.

En ce qui concerne les efforts de Pablo, depuis quelques années de « réorienter » le mouvement trotskyste mondial et de lui faire rejeter une partie non spécifiée de son héritage théorique comme des « scories », on peut dire ce qui suit. Si nous en croyons Pablo, ses efforts auraient pour base le fait que le mouvement trotskyste serait « historiquement » né en Europe et en Amérique du Nord, et par conséquent serait « déformé » de naissance en raison du milieu impérialiste où il aurait vu le jour. Pendant longtemps, dit-il, il a cherché à « déseuropéaniser » et à « dénord-américaniser » le mouvement trotskyste international, surmontant ainsi la déformation originelle. Engagé dans une démagogie crûment visible, cet Européen déforme grossièrement la vérité. Le mouvement trotskyste est né historiquement en Union soviétique en 1923 comme la continuation directe du léninisme. Son programme a toujours inclus les documents fondamentaux des quatre premiers Congrès de la Troisième Internationale qui soulignent spécialement les problèmes de la révolution coloniale, les rapports avec les mouvements nationaux et les luttes des minorités. Sa théorie de la révolution permanente s'applique avec une force particulière au monde colonial. Si Pablo désire continuer à poursuivre son dada en vue de surmonter les défauts originels du trotskysme, le mouvement ne lui dénierait pas ce droit aussi longtemps qu'il le ferait au sein du mouvement, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il adhérerait aux règles du centralisme démocratique régissant toutes les tendances et fractions qui participent loyalement à la riche vie intérieure de la Quatrième Internationale...

L'explication politique du cours suivi par Pablo réside dans sa position droite sur des points majeurs. Dans le conflit sino-soviétique, ce groupe se trouvait quelque part entre Tito et Khrouchchev jusqu'à la chute de celui-ci. Depuis lors, il semble avoir accepté Kossyguine-Brejnev comme un remplacement raisonnable. Cette position droitiste l'a amené dans le cas du Chili à envisager la pos-

sibilité d'un gouvernement socialiste accédant au pouvoir par la voie électorale. A Ceylan, il a envisagé une montée révolutionnaire centrée autour du gouvernement de coalition bourgeois de Bandaranaike. Ses préjugés khrouchtchévistes ou titistes dans le conflit sino-soviétique l'a amené à aller aussi loin pendant l'escalade de Johnson dans la guerre au Vietnam que de donner à entendre publiquement que Pékin aurait au moins une part de culpabilité dans la crise persistante. Il a fait la déclaration inadmissible que « la Chine, faisant cavalier seul, peut contribuer à précipiter une catastrophe mondiale ».

Dans le même numéro de « Sous le Drapeau du Socialisme » où a paru la déclaration de scission, Pablo excuse la carence de Kossyguine-Brejnev à venir aussitôt à l'aide du Nord Vietnam d'une façon effective lorsqu'il subissait l'assaut de l'impérialisme américain. Trois mois après que Johnson ait commencé les raids de bombardements, Pablo pouvait encore écrire : « Une certaine prudence de la part des Etats ouvriers et de l'U.R.S.S. en particulier est dans ces conditions absolument nécessaire. » Ceci après que le Pentagone ait effectué 8.863 raids de bombardement sur le Vietnam dans les mois de février, mars et avril ! Et comme pour indiquer son rapprochement avec la théorie de la coexistence pacifique avec l'impérialisme du Kremlin, Pablo ajoute : « Il s'agirait de donner le temps à tous les facteurs d'intervenir afin d'obliger l'impérialisme américain de se retirer, tout en lui ménageant cette retraite. »

Le Secrétariat Unifié ne rejette pas les membres du groupe Pablo, en dépit de la direction politique très défavorable dans laquelle ils se meuvent, comme n'ayant plus aucun intérêt. Ils sont fondamentalement partisans du socialisme révolutionnaire. Mais ils commettent l'erreur de leur vie s'ils continuent à suivre le cours esquissé par le dirigeant de leur fraction. Nous espérons qu'ils stopperont ce cours et refuseront de rompre avec la Quatrième Internationale. Le sort de scissions semblables dans le passé offre de sévères leçons quant aux perspectives d'un groupe comme celui-ci s'efforçant d'« agir tout seul ».

Le 24 mai 1965.